

**Comité des Nations Unies pour l'exercice
des droits inaliénables du peuple palestinien**

NGO Action News

25 janvier 2024

Moyen-Orient

- Le 23 janvier, l'Addameer Prisoner Support and Human Rights Association a publié un [rapport](#) intitulé « Escalating Oppression: Israel's Systematic Violations Intensify in Palestine Post-October 7, 2023 ». Ce rapport fournit, entre autres, un descriptif complet de l'escalade des arrestations et des détentions depuis le 7 octobre et de l'usage excessif de la force lors des opérations d'arrestation.
- Le 21 janvier, l'Association for Civil Rights in Israel (ACRI) a publié un [article](#) attirant l'attention sur des vidéos montrant l'utilisation de résidents palestiniens en tant que « boucliers humains » par des soldats à Hébron. En réponse, l'ACRI a envoyé une correspondance juridique au général militaire exigeant l'ouverture d'une enquête sur les incidents en question.
- Le 21 janvier, Yesh Din a publié une [fiche technique](#) contenant une analyse de la violence des colons en Cisjordanie entre 2005 et 2023, faisant état d'un système de « criminalité idéologique » visant à déposséder les Palestiniens de leurs terres. Cette analyse montre également que le système israélien d'application de la loi n'accomplit pas son devoir de protection des Palestiniens contre la violence israélienne.
- Le 20 janvier, l'Institute for Palestine Studies a publié un document explicatif contenant des [informations contextuelles ainsi qu'une analyse](#) de l'action intentée par l'Afrique du Sud contre Israël auprès de la Cour internationale de Justice.
- Le 19 janvier, BADIL– Resource Centre for Palestinian Residency and Refugee Rights a publié un [communiqué de presse](#) soulignant que l'obligation de prévention du génocide inclut la fourniture d'une aide humanitaire sans restriction. C'est pourquoi, d'après ce communiqué, afin de respecter leur obligation de prévenir le génocide et de ne pas y contribuer, les États doivent faire en sorte qu'Israël renonce aux mesures qui retardent ou restreignent l'acheminement de l'aide.
- Le 18 janvier, Peace Now a publié un [article](#) documentant les nouvelles activités de colonisation menées au cours de l'année dernière près de la colonie de Migdalim (au sud de Naplouse), y compris l'établissement d'un nouvel avant-poste sur une propriété privée.

- Le 14 janvier, l'Hebron Rehabilitation Committee (HRC) a partagé, par l'intermédiaire de son service juridique, ses rapports mensuels de novembre et décembre 2023 sur les violations des droits humains commises par les forces d'occupation israéliennes et les colons contre les citoyens et les biens palestiniens dans la vieille ville d'Hébron. Le HRC a constaté une augmentation considérable des violations et des agressions au cours des derniers mois.

Asie et Europe

- Le 24 janvier, Amnesty International a publié, conjointement avec 15 autres organisations humanitaires et de défense des droits humains, un [appel ouvert](#) exhortant les États Membres de l'ONU à mettre fin au transfert d'armes à Israël et aux groupes armés palestiniens.
- Le 23 janvier, l'Agence Média Palestine a diffusé un [appel mondial](#) en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza, destiné aux parlementaires. Cet appel, lancé par une députée allemande et une parlementaire des États-Unis, a été signé à ce jour par 524 parlementaires du monde entier.
- Le 22 janvier, Law for Palestine a organisé une [table ronde](#) sur les audiences de la Cour internationale de Justice dans la plainte historique pour génocide déposée par l'Afrique du Sud contre Israël. Cette table ronde était notamment composée des experts juridiques John Quigley, Diana Buttu et Ralph Wilde, qui ont mis en lumière les détails juridiques des allégations de génocide et l'incidence de cette affaire sur la situation à Gaza.
- Le 18 janvier, l'Australia Palestine Advocacy Network a publié une [déclaration](#) dans laquelle l'organisation salue et soutient la plainte déposée par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de Justice (CIJ), accusant Israël d'avoir commis un génocide à Gaza. Dans sa déclaration, elle appelle également le Gouvernement australien à soutenir cette plainte devant la CIJ et à cesser d'apporter une aide financière et militaire à Israël.

Amérique du Nord

- Le 24 janvier, Jewish Voice for Peace a publié, à l'approche de la Journée internationale de commémoration de l'Holocauste, un [article](#) rappelant l'importance du vœu de ne jamais laisser un génocide se produire à nouveau, alors même qu'Israël et les États-Unis étaient poursuivis en justice pour avoir perpétré le génocide des Palestiniens ou s'en être rendus complices.
- Du 22 au 26 janvier, les [Churches for Middle East Peace](#) organisent une « semaine de prière pour l'unité chrétienne ». Chaque jour, des chefs religieux du Moyen-Orient et des États-Unis animeront un temps de prière et de réflexion en ligne à 12 h 30 (EST).
- Le 22 janvier, l'Alliance for Middle East Peace a présenté sa nouvelle [série de reportages en ligne](#) intitulée *Stories from the Field: Peace Activists During the Israel-Gaza War*, qui documente les efforts de résilience de militants pour la paix palestiniens et israéliens. De nouveaux récits seront ajoutés chaque semaine.

- Le 22 janvier, J Street a publié un [article](#) intitulé « Time for Diplomacy », affirmant que le temps était venu de négocier un arrêt des combats.

Organisation des Nations Unies

- Le 31 janvier, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien tiendra sa première réunion de l'année 2024. Le Secrétaire général António Guterres officiera l'élection du Bureau, et le programme de travail du Comité pour 2024 sera adopté. La Représentante permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'ONU et la Directrice du Bureau de représentation de l'UNRWA à New York présenteront également des exposés. La réunion sera retransmise en direct sur [UNWebTV](#).
- Le 24 janvier, la Cour internationale de Justice a publié un [communiqué de presse](#) annonçant que, le 26 janvier, elle rendrait son ordonnance sur la demande en indication de mesures conservatoires présentée par l'Afrique du Sud en l'affaire qui l'oppose à Israël. Des auditions publiques ont eu lieu les 11 et 12 janvier.
- Le 24 janvier, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a publié, à l'occasion de la Journée internationale de l'éducation, une [déclaration](#) soulignant les répercussions négatives de la guerre sur les écoles de Gaza, notant que la plupart des établissements ont été transformés en abris, tandis que toutes les écoles de l'UNRWA dans la bande de Gaza restent fermées.
- Le 23 novembre, le Conseil de sécurité a tenu un débat public au niveau ministériel sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Le Secrétaire général António Guterres a présenté des [remarques](#) et le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a également fait une [déclaration](#).
- Le 19 janvier, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a publié un [communiqué de presse](#) faisant le point sur la situation sur le terrain à Gaza et appelant à un cessez-le-feu immédiat.
- Le 19 janvier, ONU-Femmes a publié un [rapport](#) intitulé « Gender Alert: The gendered impact of the crisis in Gaza », qui donne un aperçu de la situation à Gaza et de la réponse d'ONU-Femmes à la crise.
- Le 18 janvier, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont publié une [note d'information](#) intitulée « Expected socioeconomic impacts of the Gaza war on neighbouring countries in the Arab region », soulignant l'interconnexion des économies de la région et les incidences de la guerre contre Gaza sur ces économies.

Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir des organisations de la société civile travaillant sur la question de la Palestine. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat des Nations Unies communiquent les informations « en l'état », sans garantie d'aucune sorte et déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet dont les liens figurent dans la lettre d'information. La lettre d'information NGO Action News sera bientôt traduite dans d'autres langues.



<http://www.facebook.com/UN.palestinianrights>



<http://www.twitter.com/UNISPAL>